**HJ10 - DE L’ÉCLATEMENT DE LA BULLE**

**AUX LUTTES CONTRE LA RÉCESSION**

**I. Du sommet à l’abîme**

**1) L’éclatement de la bulle spéculative (1989-90)**

a) L’intervention des autorités sur le marché foncier

L'épargne est l’un des piliers de la croissance japonaise. Les entreprises préféraient spéculer plutôt que d’investir dans les infrastructures, d’innover,... = problème.

- Brusque changement d’attitude vis-à-vis de la spéculation

Offre monétaire / envolée des prix telles que :

･baisse de l’épargne des ménages

･frein de la capacité d’investissement des entreprises

･risque de hausse des prix à la consommation

Mai 1989 : BOJ = ↗ taux d’escompte

2,5 % → 6 %

Force les autres banques à limiter leurs prêts

- Sur le front des terrains

Sentiment croissant d’inégalité

22 décembre 1989 : *Basic land law* (*Tochi kihon hō* 土地基本法)

- Un contrôle accru des transactions financières

Décembre 1990 : réforme de la loi sur les transactions boursières (*shōken torihiki hō* 証券取引法)

-> impose aux fonctionnaires avec un capital de +5% de dénoncer son identité au Ministère des finances. Pour savoir qui est au sein de l’entreprise et qui est à l’origine des évasions fiscales (car beaucoup à cette époque).

Réglementation beaucoup plus stricte de l’octroi des crédits

b) L’effondrement du système bancaire

- L’écroulement des cours

Chute du prix des actions et des obligations, largement surévaluées

Avant la fin de 1990 : baisse du marché boursier de 38 % (plusieurs milliards de yens)

Établissement bancaires : prêts jusqu’à des centaines de milliards de yens

Établissement non bancaires : prêts jusqu’à des dizaines de milliards de yens => un problème car incapacité à tout rembourser.

Double dépréciation des terrains et des actions

→ mise en danger les institutions financières

- L’accumulation phénoménale des « créances douteuses » (*furyô saiken* 不良債権)

･Quelques chiffres…

Fin septembre 1990 : montant total des prêts accordés par les étabts non-bancaires (56 700 milliards de yen) = totalité des prêts effectués par les banques les plus solides

･Structures d'intermédiation financière

Secteur financier →perte de toute compétitivité par rapport aux critères internationaux

Incapacité à gérer le risque

- Le naufrage des établissements financiers dans les années 1990

･1991 : première vague de banqueroutes

Faillite de milliers d’entreprises, submergées par leurs mauvais investissements

→implosion du système bancaire

Ex : faillite de la prestigieuse banque Nihon chōki shinyō ginkō 日本長期信用銀行, Chōgin (nationalisée en 1998)

･1997 : le deuxième contrecoup de l’éclatement de la bulle

Banques acculées : obligées de se défaire de leurs créances douteuses

c) Vers un nouveau système d'intermédiation financière

- Sur le court terme : renflouement par le gouvernement et les capitaux étrangers

･1998 - 1999 : Injection d’argent public afin de rattraper la situation

･Fusions de banques qui se restructurent et change de nom. Ouverture des banques aux capitaux étrangers

Chôgin : rachetée par des institutions financières américaines →Shinsei ginkô 新生銀行

･Surveillance étroite par le gouvernement

1995 : création du Seiri kaishū kikō 整理回収機構 qui va devoir apurer plus de 9 500 milliards ¥ de créances douteuses

1998 :

mai : amendement de la loi sur le gestion du taux de change (*gaikoku kawase kanri hō* 外国為替管理法)

juin : mise en place d’un Bureau d’Inspection des Finances (Kin.yū kantoku chō 金融監督庁)

2000 : en avril, réforme des normes de comptabilité par le Ministère des Finances

A cette époque, le Japon connaît une période de déréglementation

- Sur le long terme : un vaste chantier de déréglementation du secteur financier

･Des réformes déjà tentées mais d’abord peu suivies

･À partir de 1997, accélération des réformes

nécessite un changement de comportement chez les emprunteurs. Les banques évaluent mieux le risque que des décisions d’investissement

･ Le bilan en 2000

En 10 ans, plus de 70 milliards de yen perdus.

En 3 ans : grands groupes bancaires passés de 21 à 8

- Les conséquences sur l’économie réelle : *credit crunch*

→dix ans de spirale déflationniste. Déflation = hantise pour les autorités durant les années 2000.

**2) La « décennie perdue »(*ushinawareta jû nen* 失われた十年) 1991-2000**

a) les limites du « Japan Inc. »

- Les chiffres de la récession : on passe à des taux négatifs

| Economic Outlook in Japan 1994-1999 | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Year | Nominal GDP  (billions of yen) | NGDP Growth  (%) | Unemployed persons  (thousands) | Economically active population  (thousands) | Unemployment  (%) |
| 1994 | 486526.3 | 1.19 | 1920 | 66450 | 2.88 |
| 1995 | 493271.7 | 1.38 | 2100 | 66660 | 3.15 |
| 1996 | 502608.9 | 1.89 | 2250 | 67110 | 3.35 |
| 1997 | 512248.9 | 1.91 | 2300 | 67870 | 3.38 |
| 1998 | 502972.8 | -1.81 | 2790 | 67930 | 4.10 |
| 1999 | 495226.9 | -1.54 | 3170 | 67790 | 4.67 |

National account of OECD countries detailed table volume 2a 1993-2004, OECD (2006)

2013 : PIB nominal du Japon au même niveau que 1991 ; indice Nikkei 225 au tiers de son apogée

- Un système efficace tant qu’il restait fermé : un moment de transition forcé. Système fermé

b) Nécessité de réformes de fond, mais qui freinent une reprise immédiate

- Un objectif à long terme (économie plus ouverte, plus transparente et plus efficace), souvent incompatible avec le redressement de l'économie à court terme

- Une politique qui ne va pas forcément dans le sens des intérêts des pays partenaires

- Premières tentatives d’augmenter des impôts

1997 : relèvement des taux de la TVA de 3% à 5%

+ Hausse de l’impôt sur les ventes

→aggravation de la récession

=> réduction de la consommation des japonais donc aggravation de la récession. PIB négatif sur des années consécutives après ces hausses.

c) Une division de plus en plus claire entre réformateurs et anti-réformateurs

- Des réformes impopulaires, car coût social élevé

Fin du *statut quo*

- Années 1990 : divisions au sein du Parti libéral-démocrate (PLD)

･Dilemme : faire des réformes mais l'opinion publique peut se retourner contre celles-ci.

･Deux catégories d’électeurs

**II. Le temps des réformes**

**1) La rupture des années 2000 : les réformes du gouvernement Koizumi**

a) Prendre les problèmes à bras le corps

26 avril 2001 : Koizumi Jun.ichirô 小泉純一郎 →87e Premier ministre

→très nombreuses réformes structurelles

b) Une politique en quatre axes

- 小泉　veut en finir avec les créances douteuses. Sa priorité.

- Un programme de réforme structurelle en sept points

- L’adoption d'un processus de décision plus transparent en matière de politique économique

- Développer un capital humain à travers le libre choix de l’individu. Une notion de prise de risque individuelle et de dépendance du citoyen.

- Promotion d’une société où les femmes, les personnes âgées et handicapées sont plus insérées.

- Décentralisation du pouvoir de décision. (A l’inverse, une centralisation a eu lieu au cours des années 2000).

=> Devenir plus individualiste et prendre des risques.

→nécessité d’endiguer des transferts trop inefficaces centre/périphérie

- Une politique économique et fiscale à moyen et long terme pour améliorer la situation budgétaire de l'Etat. Réduire les bons du trésor.

Améliorer la situation budgétaire de l’état : le japon est le plus fragile du G7 en terme de croissance économique mais aussi de dette budgétaire (auj, + 250% du pib détenue à plus de 90% par des japonais)

en 1996 : le PM essaie de réduire ce déficit en faisant passer la TVA de 3 à 5% mais résistance donc fin 98 il abandonne

pour Koizumi : créer un new modèle de croissance (assainir, rendre plus compétitif le système financier tout en empechement l’état de continuer à s'endetter)

c) Conséquences économiques et sociales (évidente mais immédiate)

- Hausse du chômage (historique et jamais dépassé) : 5,5%

Situation très problématique pour les jeunes et les + de 45 ans (du mal à se réorienter lié à l’emploi à vie)

1,23 millions de chômeurs involontaire (licenciement économique surtout des hommes de plus de 45 ans)

système patriarcale : ménage qui repose bcp sur le revenus du père de famille soit csq sur la consommation

avril 2001 : la durée d’indemnisation est étendue pour aider les salariés qui perdent leur emploi

mais le syst d’assurance chômage est très dif (moins protecteur qu’en france)

après la réforme de 2001; pour un salarié au chômage âgé de 45 à 65 ans, la durée d’indemnité est de 335 jours (max après 20 ans en entreprise)

A l'époque, l'âge légal de la retraite était fixé à 65 ans mais de manière générale les entreprises obligeaient les entreprises à partir avant 60 ans. (réemploi des séniors mais à salaire plus faible)

dec 2001 : les mesures d’urgence pour l’emploi sont encore renforcée (on passe de 1 à 3 ans d’indemnisation)

- Privatisation des services postaux : Création d’une nouvelle entité (service postale, epargne, et assurance sont les trois activités)

2003 : privatisation (changement du logo) et devient ‘entreprise privée postale’

et a cette occasion sont mise en place de nouvelle règle de comptabilité et à partir de là, on se rend compte qu’il y avait pleins de lacunes dans la gestion de la poste.

･La fin du contrôle de l’État

Autrefois, les comptes d’épargne postaux était subventionné par l’état (taux intéressant donc populaire mais forme de concurrence illégale et donc longtemps critiqué). La décision de privatiser la poste va avoir une décision sur le plan pol psk cette épargne postale alimentait deux fonds géré par l’état (le deuxième budget de l’état : trust found bureau ?).

A travers ces deux organismes, l’état pouvait prêter au collectivité locale (environ 30% de ces fonds) → ce système prends fin.

- Restructuration des Institutions publiques spécifiques (« Special Public Institutions ») : alimenté par les fonds de l'épargne postale. leurs actions étaient de plus en plus inefficaces.

même la classe politique résiste car : amakudari (parachute dorée) en fin de carrière obtient un poste bien rémunéré dans les IPS (bien préparer la retraite). certains continuait même d’y travailler après la retraite

Koizumi parvient quand même à réformer les choses en 2001 sur les IPS.

･Une action de plus en plus inefficace

･Mais résistances de l’administration car parachutes dorés

･Redécoupage

d) La politique de la Banque du Japon

- Un objectif inflationniste : période de déflation (baisse des prix), on se fixe un objectif d’inflation (via l’augmentation de la masse monétaire) → taux d'intérêt 0,5% puis 0,1% mais la mécanique ne se relance pas.

- L’État japonais proche de la faillite ?

･Augmentation de la dette brute

L’épargne au japon est très faiblement rémunérée (ça ne coûte pas cher d’emprunter de l’argent)

la situation devient critique par rapport aux autres Pays dvpt

94% des acheteurs des bons du trésors sont japonais, (5.6% autres)

→ les japonais achètent parce que c’est un peu mieux rémunéré et c’est surtout sur d’acheter des obligations d’état.

on est dans une situation ou tant que les investissements japonais vont considérer que ce placement est rentable, le gouv continuera d’emprunter à faible coût : situation paradoxale

retour en force des actionnaires dans les entreprises

→ jusque-là écarté des décisions, pas bcp de dividende, l’entreprise appartenait bcp plus aux employés : ça change avec Koizumi.

banque centrale : rôle diminue et les ent sont forcé de passer par les marchés financiers

･Situation qui n’a que très peu évolué…

**2) Nouveau tournant en 2010 : les *Abenomics***

***→ Instabilités au niveau du cabinet***

a) En finir avec la « valse des premiers ministres »

**- Koizumi (avril 2001 - mars 2006) jiyûtô 自由党 PLD**

5 ans (le temps où Koizumi est resté au pouvoir) de réformes structurelles douloureuses qui débouchent sur une instabilité sur le plan politique

- Abe Shinzô安倍 晋三 (avril 2006 - sept 2007 →démission pour raison de santé) PLD

- Fukuda Yasuo福田 康夫 (sept 2007 - sept 2008) PLD ; démission car blocages politiques avec l’opposition contrôlant la Chambre Haute

- Aso Tarô麻生太郎 (sept 2008 - août 2009) ; démission à la suite des échecs électoraux de juillet 2009 (gros revers pour le PLD, victoire du minshûtô 民衆党PDJ)

- Hatoyama Yukio 鳩山 由紀夫 (sept 2009 – juin 2010) ;

- Kan Nato菅 直人 (juin 2010 – sept 2011)

- Noda Yoshihiko野田 佳彦 (sept 2011 - déc 2012)

**- À nouveau Abe Shinzô (depuis déc. 2012)**

b) Un plan de relance budgétaire très ambitieux

- Baisse des dépenses dans les secteurs traditionnels de soutien

- Par contre créations de nouveaux fonds

- Globalement, 5.000 milliards de yens (37,6 milliards d'euros) utilisés pour :

･les dépenses publiques en vue de la préparation des Jeux olympiques d'été de 2020

･les aides fiscales à ceux qui veulent acheter une maison

･les baisses temporaires de l'impôt sur le revenu (→consommation des ménages)

･une légère réduction de l'impôt sur les sociétés

- Augmentation des dépenses militaires

- Politique culturelle : priorité au « cool Japan »

Abe Shinzo met l’accent sur l’exportation du secteur culturel (anime manga), le doublage etc, consentis par le gouv.

c) Les difficiles mesures pour équilibrer les dépenses publiques

- Engagement pris concernant la maitrise des dépenses publiques à moyen terme

- Hausse de la participation des personnes âgées et fortunées

- Hausse de la TVA

Avril 2014 : passe de 5% à 8%

c) La relance monétaire

- Une relance monétaire sans précédent

- Vers une sortie de la déflation

d) Les annonces d'une « troisième flèche » (depuis 2014)

- Réforme agraire visant à rendre l'agriculture plus intensive et productive au moyen notamment de la déréglementation (agrandissement des parcelles agricoles, afin de les rendre plus attractives pour les entrepreneurs)

- Santé : désir de mettre en place une nouvelle législation visant à faciliter la vente de médicaments sur internet + soutien au secteur de la médecine régénérative

- Création de zones économiques spéciales attractives, de grande échelle (Tokyo, Nagoya, Osaka sont les premières villes qui font partie du projet)

- Soutien à la féminisation de la population active

- Encouragement au tourisme